

Vu l'arrêté royal du 27 décembre 1950 relatif à l'encouragement de l'activité familiale des services de soins à domicile, tel que modifié par l'arrêté du Collège réuni du 22 décembre 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les gestionnaires des services de soins à domicile doivent être prévenus sans retard des dispositions du présent arrêté;

Sur la proposition des Membres du Collège réuni, compétents pour la Politique de Santé,

Arrête :

**Article 1er.** L'article 6 de l'arrêté royal du 27 décembre 1950 relatif à l'encouragement de l'activité familiale des services de soins à domicile, modifié par l'arrêté du Collège réuni du 22 décembre 1994, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 6. Les pièces justificatives pour l'obtention de la subvention doivent être introduites avant le 30 novembre 1995. "

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1994 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1994.

**Art. 3.** Les Membres du Collège réuni, compétents pour la Politique de Santé, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 septembre 1995.

Le Membre du Collège réuni,  
compétent pour la Politique de Santé.

J. CHABERT

Gelet op het koninklijk besluit van 27 december 1950 tot aanmoediging van de gezinsactiviteit der diensten voor verzorging aan huis, zoals gewijzigd bij het besluit van het Verenigd College van 22 december 1994;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de beheerders van de diensten voor thuiszorg zonder uitstel van de bepalingen van dit besluit op de hoogte dienen te worden gebracht;

Gelet op het voorstel van de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 6 van het koninklijk besluit van 27 december 1950 tot aanmoediging van de gezinsactiviteit der diensten voor verzorging aan huis, gewijzigd bij het besluit van het Verenigd College van 22 december 1994, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 6. De bewijsstukken voor het verkrijgen van de subsidie moeten vóór 30 november 1995 worden ingediend. "

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1994 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1994.

**Art. 3.** De Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 september 1995.

Het lid van het verenigd College,  
bevoegd voor het Gezondheidsbeleid.

J. CHABERT

#### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 95 -- 2672

[C -- WIN -- 31378]

#### 9 MAI 1995. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française réglant à titre transitoire la situation du personnel de la Province de Brabant transféré à la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 136, 138, 163 et 178 de la Constitution,

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, et du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat,

Vu l'arrêté 93/253 du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté 93/254 du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 relatif à la carrière des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 fixant le règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 fixant le statut pécuniaire du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 9 mai 1995 fixant les échelles de traitements des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération du 30 mai 1994 entre l'Autorité fédérale, la Communauté française, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale pour le transfert obligatoire, sans indemnisation, du personnel et des biens, droits et obligations de la Province du Brabant vers la Province du Brabant flamand, la Province du Brabant flamand, la Région de Bruxelles-Capitale, les Commissions communautaires visés à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, et vers l'Autorité fédérale;

Vu l'avis de l'Inspection des finances;

Vu le protocole n° 95/13 du Comité particulier de Négociation de la Commission communautaire française signé en date du 3 mai 1995.

Considérant que les mesures transitoires concernant la situation juridique du personnel de la Province du Brabant transféré à la Commission communautaire française doivent entrer en vigueur le 1er janvier 1995,

Sur la proposition du Membre du Collège ayant la Fonction publique et le Budget dans ses attributions,

Arrête.

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté il faut entendre par :

— personnel : les membres du personnel de la Province du Brabant transférés à la Commission communautaire française, tant statutaire et temporaire que contractuel, et rémunérés à titre principal par la Commission communautaire française.

— services du Collège : les services du Collège de la Commission communautaire française.

**Art. 2.** Le personnel statutaire et temporaire est provisoirement affecté aux services du Collège, dans un cadre d'accueil distinct.

**Art. 3.** Le cadre organique d'accueil du personnel statutaire et temporaire correspond à l'effectif transféré, que l'emploi soit ou non occupé à temps plein, et, se compose comme suit :

#### Personnel administratif

Directeur comptable .....	1
Directeur administratif .....	1
Inspecteur principal .....	1
Inspecteur .....	1
Secrétaire d'administration .....	6
Conseiller artistique principal .....	1
Agent technique programmeur .....	2
Secrétaire comptable principal .....	1
Secrétaire principal de direction .....	1
Secrétaire comptable .....	3
Gestionnaire de bibliothèque .....	1
Agent technique spécialisé .....	1
Sous-chef de bureau .....	3
Secrétaire .....	1
Bibliothécaire adjoint .....	2
Rédacteur .....	10
Commis-sténodactylo chef .....	3
Commis chef .....	1
Employé aide-comptable .....	1
Commis-sténo-dactylographe .....	2
Commis-dactylographe .....	7
Commis .....	2
Caissier .....	2
Téléphoniste principal .....	1
Téléphoniste .....	2
Messenger huissier .....	2

#### Personnel technique et scientifique

Directeur .....	1
Directeur-adjoint .....	1
Chargé de recherches .....	7
Ingénieur industriel .....	5
Assistant .....	2
Architecte .....	1
Surveillant des travaux .....	1
Premier technicien .....	4
Dessinateur .....	2
Contrôleur adjoint des travaux .....	2
Technicien .....	4
Chef cantonnier .....	1

#### Personnel soignant et d'assistance

Médecin spécialiste chef de service .....	1
Médecin chef de service .....	1
Médecin spécialiste .....	5
Médecin .....	5
Psychologue .....	2

Infirmier inspecteur.....	1
Infirmier gradué en chef.....	1
Assistant social en chef.....	1
Diététicien principal.....	1
Infirmier gradué principal.....	1
Assistant social principal.....	1
Rééducateur de 1re classe.....	2
Secrétaire médical principal.....	3
Rééducateur.....	8
Assistant social.....	2
Secrétaire médical.....	1
Infirmier breveté.....	1
Personnel ouvrier	
Contremaître.....	2
Ouvrier d'élite.....	6
Chef d'équipe de 1re classe.....	1
Premier ouvrier spécialiste conducteur d'auto-mécanicien.....	1
Ouvrier surqualifié.....	2
Ouvrier de métier.....	13
Maître-nageur.....	1
Ouvrier spécialisé.....	23
Nageur-sauveteur.....	1
Gardien.....	2
Ouvrier.....	14
Adjoint de métier.....	9
M manoeuvre.....	9
Préposé à l'entretien.....	31

**Art. 4. § 1er.** Chaque emploi du cadre est supprimé dès le départ définitif de son titulaire.

§ 2. Le cadre est complété au fur et à mesure des transferts des membres statutaires et temporaires du personnel à la Commission communautaire française qui seraient opérés en vertu de l'article 9bis de l'accord de coopération susvisé qui organise un régime de mobilité entre les institutions de la Région de Bruxelles-Capitale.

**Art. 5.** Dès que le Collège a arrêté le ou les cadres organiques des fonctionnaires des services du Collège, modifiant le cadre organique du personnel statuaire de l'administration de la Commission communautaire française adopte en date du 8 juillet 1991, le personnel visé par le présent arrêté y est automatiquement intégré dans son grade ou un grade équivalent.

**Art. 6. § 1er.** Le personnel statuaire et temporaire a droit aux échelles de traitements en vigueur pour le personnel des services du Collège, y compris aux augmentations barémiques, biennales et autres augmentations.

§ 2. Si le montant du traitement, fixé en application du § 1er, est inférieur au montant du traitement et de la prime de bilinguisme dont le personnel bénéficiait en application de la réglementation à la Province, il conserve le montant supérieur tant qu'il n'obtient pas un traitement au moins égal.

Pour le calcul du montant garanti, visé au premier alinéa, le montant du traitement et de la prime bilinguisme dont le personnel bénéficiait au 31 décembre 1994 est lié à l'indice des prix des consommations.

§ 3. Pour l'application du § 2, alinéa 1er, entre également en ligne de compte toute prime ou allocation octroyée au personnel en vertu des règles du statut pécuniaire en vigueur pour les services du Collège.

**Art. 7.** Le membre du personnel de la Province du Brabant qui bénéficiait au moment de son transfert d'une allocation pour diplôme en vertu du statut pécuniaire de la Province, conserve le bénéfice de cette allocation à condition qu'il ne change ni de grade ni de niveau.

**Art. 8.** Le personnel a également droit à l'abonnement STB, aux chèques-repas ainsi qu'aux avantages du service social du personnel des services du Collège, mais uniquement dans la mesure où il ne bénéficie pas d'avantages comparables, résultant de leur ancien statut à la Province.

**Art. 9.** Les agents définitifs conservent dans leur nouveau service les titres à la promotion qu'ils ont acquis par la réussite d'un examen d'avancement de grade organisé par la Province de Brabant.

**Art. 10.** Par dérogation à l'article 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 9 mai 1995 fixant les échelles de traitements des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, l'échelle barémique 12/1 est octroyée aux fonctionnaires titulaires d'un grade de rang 11 ou 10 lorsqu'ils ont douze ans d'ancienneté de niveau.

**Art. 11. § 1.** Les équivalences des échelles de traitements correspondant aux grades du personnel avec les échelles de traitements correspondant aux grades et aux rangs à la Commission communautaire française sont déterminées conformément au tableau ajouté en annexe.

§ 2. Par dérogation à l'article 6, les titulaires des grades pour lesquels aucune échelle équivalente des traitements n'est reprise dans le tableau visé au § 1er, conservent le bénéfice de l'échelle des traitements qui leur était attribuée à la Province de Brabant.

**Art. 12.** Les membres du personnel conservent à titre individuel le bénéfice et la jouissance des congés, autres que réguliers, dont ils bénéficiaient, par voie réglementaire, au 31 décembre 1994.

Les susdits congés seront annuellement additionnés et ajoutés aux congés réguliers de chaque agent concerné. Ils seront pris aux mêmes titres et conditions.

**Art. 13.** Les prestations modulées des membres du personnel, existant au 31 décembre 1994, en fonction de travaux pénibles ou insalubres à effectuer et régis par le R.G.P.T., restent applicables pour les titulaires d'emploi dans la mesure où ces prestations modulées sont attachées, non point à la personne de l'agent mais à l'emploi occupé.

**Art. 14.** Les membres du personnel de la Province de Brabant transférés à la Commission communautaire française, qui ne sont pas visés à l'article 1er, et qui bénéficient, à quelque titre que ce soit, de suppléments de traitements ou d'allocations particulières, conservent le bénéfice de ces suppléments ou allocations, qui sont liés à l'indice des prix de consommation si tel était le cas au 31 décembre 1994.

**Art. 15.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1995.

Bruxelles, le 9 mai 1995

Par le Collège

Ch. PICQUE,

Président du Collège.

R. HOTYAT,

Membre du Collège, compétent pour la Fonction publique et le budget.

#### VERTAALING

### FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

N. 95 -- 2672

[C -- WIN -- 31378]

**9 MEI 1995.** -- Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot regeling, bij wijze van overgangsmaatregel, van de toestand van het personeel van de provincie Brabant dat overgeheveld werd naar de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op artikelen 136, 138, 163 en 178 van de Grondwet

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988, door de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur.

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot Brusselse instellingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur.

Gelet op het besluit 93/253 van 6 oktober 1993 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder zijn leden.

Gelet op het besluit 93/254 van 6 oktober 1993 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot regeling van zijn werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van het College.

Gelet op het besluit van 13 april 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Gelet op het besluit van 13 april 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de loopbaan van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Gelet op het besluit van 13 april 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Gelet op het besluit van 13 april 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Gelet op het besluit van 9 mei 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de weddeschalen van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 mei 1994 tussen de Federale overheid, de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de verplichte overheveling, zonder vergoeding, van het personeel, de goederen, rechten en verplichtingen van de Provincie Brabant naar de Provincie Waals Brabant, de Provincie Vlaams Brabant, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschapscommissies, zoals bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen en naar de federale overheid.

Gelet op het advies van de Inspectie van Financien.

Gelet op het onderhandelingsprotocol 95/13 van 3 mei 1995 van het bijzonder syndicaal onderhandelingscomité van de Franse Gemeenschapscommissie.

Overwegende dat overgangsmaatregelen betreffende de juridische toestand van de personeelsleden van de Provincie Brabant die overgeheveld zijn naar de Franse Gemeenschapscommissie, op 1 januari 1995 in voege moeten treden;  
Op de voordracht van het Lid van het College bevoegd voor het Openbaar Ambt en de Begroting,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient men te verstaan onder :

— personeel : de statutaire, tijdelijke en contractuele personeelsleden van de Provincie Brabant die overgeheveld zijn naar de Franse Gemeenschapscommissie en door haar bezoldigd worden

— diensten van het College : de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

**Art. 2.** Het statutair en tijdelijk personeel wordt voorlopig ingedeeld bij de diensten van het College en dit in een onderscheiden onthaalkader.

**Art. 3.** Het organiek onthaalkader van het statutair en tijdelijk personeel stemt overeen met de overgeheveld personeelsformatie, ongeacht of de betrekking al dan niet voltijds uitgeoefend wordt, en is als volgt samengesteld :

#### Administratief personeel

Boekhouder-directeur.....	1
Hestuursdirecteur.....	1
Eerstaanwend Inspecteur.....	1
Inspecteur.....	1
Bestuurssecretaris.....	6
Eerstaanwend kunstadviseur.....	1
Technisch beambte programmeur.....	2
Eerstaanwend boekhouder-secretaris.....	1
Eerstaanwend directiesecretaris.....	1
Boekhouder-secretaris.....	3
Bibliotheekbeheerder.....	1
Gespecialiseerd technisch beambte.....	1
Onderbureauchef.....	3
Secretaris.....	1
Adjunct-bibliothecaris.....	2
Opsteller.....	10
Hoofdklerk-stenotypist.....	3
Hoofdklerk.....	1
Beambte-assistent-boekhouder.....	1
Klerk-stenotypist.....	2
Klerk-typist.....	7
Klerk.....	2
Kassier.....	2
Eerstaanwend telefonist.....	1
Telefonist.....	2
Bode-kamerbewaarder.....	2

#### Technisch en wetenschappelijk personeel

Directeur.....	1
Adjunct-directeur.....	1
Onderzoeker.....	7
Industrieel ingenieur.....	5
Assistent.....	2
Architect.....	1
Opzichter.....	1
Eerste technicus.....	4
Tekenaar.....	2
Adjunct-controlleur der werken.....	4
Technicus.....	4
Hoofdwegwerker.....	1

#### Medisch en verplegend personeel

Gespecialiseerd geneesheer-hoofd van dienst.....	1
Geneesheer-hoofd van dienst.....	1
Gespecialiseerd geneesheer.....	5
Geneesheer.....	5
Psycholoog.....	2

Ziekenverpleger -inspecteur .....	1
Hoofd-gegradueerd ziekenverpleger .....	1
Hoofd-maatschappelijk assistent .....	1
Eerstaanwezend diëtist .....	1
Eerstaanwezend gegradueerd ziekenverpleger .....	1
Eerstaanwezend maatschappelijk assistent .....	1
Opvoeder 1e klasse .....	2
Eerstaanwezend medisch secretaris .....	3
Opvoeder .....	8
Maatschappelijk assistent .....	2
Medisch secretaris .....	1
Gediplomeerd ziekenverpleger .....	1
<b>Werklieden</b>	
Meesterknecht .....	2
Elitewerkman .....	6
Ploeghaas 1e klasse .....	1
Eerste vakman-rijtuigmechanici .....	1
Bijzonder geschoold werkman .....	2
Vakman .....	13
Badmeester .....	1
Ongeschoold arbeider .....	23
Redder .....	1
Bewaker .....	2
Werkman .....	14
Adjunct-werkman .....	9
Hulparbeider .....	9
Onderhoudspersoneel .....	31

**Art. 4. § 1.** Iedere betrekking van het kader wordt afgeschaft van zodra de titularis ervan definitief vertrekt.

§ 2 Het kader wordt aangevuld naarmate statutaire en tijdelijke personeelsleden zouden overgeheveld worden naar de Franse Gemeenschapscommissie krachtens artikel 9bis van voornoemd samenwerkingsakkoord dat een mobiliteitsstelsel organiseert onder de instellingen van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest.

**Art. 5.** Van zodra het College de personeelsformatie of de personeelsformaties van de diensten van het College vastgesteld heeft en dit tot wijziging van de personeelsformatie van het statutair personeel van het bestuur van de Franse Gemeenschapscommissie, zoals goedgekeurd op 8 juli 1991, wordt het personeel dat het voorwerp uitmaakt van dit besluit automatisch geïntegreerd in zijn graad of in een gelijkwaardige graad.

**Art. 6. § 1** Het statutair en tijdelijk personeel heeft recht op de weddeschalen van de diensten van het College, met inbegrip van de weddeschaalverhogingen, de biënales en de andere verhogingen.

§ 2 Indien het bedrag van de wedde, vastgesteld bij toepassing van § 1, lager is dan het bedrag van de wedde en van de tweetaligheidspremie die bij toepassing van de reglementering aan het personeel van de Provincie toegekend werd, dan behoudt het personeel de hoogste wedde zolang het niet een wedde ontvangt die minstens hetzelfde bedraagt.

Voor de berekening van het gewaarborgd bedrag, bedoeld in het eerste lid, wordt het bedrag van de wedde en van de tweetaligheidspremie dat het personeel ontving op 31 december 1994, gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.

§ 3. Voor de toepassing van § 2, eerste lid, wordt ook rekening gehouden met elke premie of vergoeding toegekend aan het personeel krachtens het geldelijk statuut voor de diensten van het College.

**Art. 7.** Het personeelslid van de Provincie Brabant dat op het ogenblik van zijn overheveling genoot van een diplomavergoeding krachtens het geldelijk statuut van de Provincie behoudt deze vergoeding indien het noch van graad noch van niveau verandert.

**Art. 8.** Het personeel heeft ook recht op een MIVB-abonnement, maaltijdcheques en geniet van de voordelen van de sociale dienst van het personeel van de diensten van het College; alleen indien het niet geniet van vergelijkbare voordelen voortvloeiend uit zijn vorige statuut bij de Provincie.

**Art. 9.** De personeelsleden die definitief benoemd zijn, behouden in hun nieuwe dienst de aanspraken op de bevordering die zij bekomen hebben ingevolge een examen voor bevordering in graad ingericht voor de Provincie Brabant.

**Art. 10.** In afwijking van artikel 2 van het besluit van 9 mei 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de weddeschalen van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, wordt de weddeschaal 12/1 toegekend aan de ambtenaren die houder zijn van een graad van rang 11 of 10 wanneer zij twaalf jaar niveau-anciënniteit hebben.

**Art. 11.** § 1 De gelijkstelling van de weddeschalen die overeenkomen met de graden van het personeel met de weddeschalen die overeenkomen met de graden en rangen bij de Franse Gemeenschapscommissie wordt bepaald overeenkomstig de in bijlage gevoegde tabel.

§ 2 In afwijking van artikel 6 behouden de houders van de graden waarvoor geen gelijkwaardige weddeschaal bestaat in de tabel bedoeld in § 1, de weddeschaal die hen in de Provincie Brabant toegekend werd.

**Art. 12.** De personeelsleden behouden individueel hun verlofdagen naast de regelmatige verlofdagen waarvan ze krachtens het personeelsreglement op 31 december 1994 genoten.

Deze niet-regelmatige verlofdagen zullen jaarlijks gevoegd worden bij de regelmatige verlofdagen van elke betrokken ambtenaar en zullen onder dezelfde voorwaarden en om dezelfde redenen genomen worden.

**Art. 13.** De gemoduleerde prestaties van het personeel dat op 31 december 1994 bestaat in functie van zware of ongezonde te verrichten werken en die geregeld zijn krachtens het ARAB blijven van toepassing op de houders van de betrekking wanneer deze gemoduleerde prestaties niet verbonden zijn aan de ambtenaar maar wel aan de waargenomen betrekking.

**Art. 14.** De personeelsleden van de Provincie Brabant overgeheveld naar de Franse Gemeenschapscommissie die niet zijn bedoeld in artikel 1 en die om welke reden ook genieten van weddetoeslagen of van bijzondere vergoedingen, behouden het voordeel van deze toeslagen of vergoedingen die gekoppeld zijn aan het indexcijfer van de consumptieprijzen indien dit het geval was op 31 december 1994.

**Art. 15.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 1995.

Brussel, 9 mei 1995

Vanwege het College

CH PICQUE

Voorzitter van het College

R HOTYAI

Lid van het College bevoegd voor Openbaar Ambt en Begroting

Annexe

Grades et équivalence de barèmes

Niveau 1

Province		Com com française	
Directeur	1 01		
Directeur-adjoint	1 95		
Directeur administratif	1 93		14/1
Directeur comptable	1 93		13/2
Médecin spécialiste-chef de service	196		13/2
Médecin chef de service	1 94		12/2
Médecin spécialiste	1 94		11/6
Inspecteur principal	1 87		11/6
Médecin	1 91		11/3
Chargé de mission	1 91		10/3
Assistant	1 85		10/3
Secrétaire d'administration	1 80		10/1
Inspecteur	1 80		10/1
Ingénieur industriel	1 80		10/1
Architecte	1 80		10/1
Psychologue	1 80		10/1

## Niveau 2+

Province		Com. com. française	
Infirmier inspecteur	1.79		29/1
Infirmier gradué en chef	1.78		28/1
Assistant social en chef	1.78		28/1
Diététicien principal	1.77		27/1
Assistant social principal	1.77		27/1
Conseiller artistique principal	1.63		27/1
Infirmier gradué 1ère classe	1.61		27/1
Rééducateur de 1ère classe	1.61		27/1
Secrétaire médical principal	1.53		27/1
Agent technique programmeur	1.58		27/1
Secrétaire comptable principal	1.53		27/1
Secrétaire principal de direction	1.53		27/1
Gestionnaire de bibliothèque	1.53		26/1
Agent technique spécialisé	1.53		26/1
Secrétaire médical	1.39		26/1
Secrétaire comptable	1.37		26/1
Rééducateur	1.55		26/1
Assistant social	1.55		26/1

## Niveau 2

Province		Com. com. française	
Infirmier breveté	1.35		22/5
Surveillant des travaux	1.48		
Premier technicien	1.42		
Sous-chef de bureau	1.53		22/4
Contremaître	1.31		20/2
Dessinateur	1.31		20/2
Technicien	1.31		20/2
Contrôleur-adjoint des travaux	1.31		20/2
Secrétaire	1.42		
Rédacteur	1.50		20/1
Bibliothèque adjoint	1.50		20/1
Chef d'équipe de 1ère classe	1.50		20/1
Ouvrier d'élite	1.50		20/1

## Niveau 3

Province		Com. com. française	
Commis-sténodactylographe-chef	1.45		34/3
Commis-chef	1.40		34/1
Chef cantonnier	1.40		34/1
1er ouvrier spécialiste conducteur auto-mécanicien	1.30		32/2
Ouvrier surqualifié	1.30		32/2
Commis-principal	1.26		32/1
Ouvrier de métier	1.26		32/1
Maître nageur	1.26		32/1
Employé aide-comptable	1.24		30/2
Commis sténodactylographe	1.24		30/2
Caissier	1.24		30/2
Ouvrier spécialiste	1.22		30/1
Commis-dactylographe	1.22		30/1
Commis	1.22		30/1
Nageur-sauveteur	1.22		30/1
Gardien	1.22		30/1



Niveau 4

Province		Com. com. française	
Téléphoniste principal	1.41		43/1
Téléphoniste	1.14		43/1
Ouvrier	1.14		43/1
Adjoint de métier	1.12		42/1
Messenger huissier	1.12		42/1
Manoeuvre	1.12		42/1
Préposé à l'entretien	1.10		42/1

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 9 mai 1995 réglant à titre transitoire la situation du personnel de la Province de Brabant transféré à la Commission communautaire française.

Par le Collège :

Ch. PICQUE,

Président du Collège.

R. HOFYAT,

Membre du Collège, compétent pour la Fonction publique et le budget.

## AUTRES ARRETES -- ANDERE BESLUITEN

### MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

1er SEPTEMBRE 1995. — Arrêté royal acceptant la démission et portant nomination d'un membre de la Commission des Assurances

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, notamment l'article 41, § 2 et § 4;

Vu l'arrêté royal du 29 juillet 1994 acceptant la démission et portant nomination de membres de la Commission des Assurances;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Economie et des Télécommunications,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Démission honorable de ses fonctions de membre suppléant de la Commission des Assurances en tant que représentant des consommateurs est accordée à M. J.-L. Struyf.

**Art. 2.** Est nommé membre suppléant de la Commission des Assurances, M. J.-L. Quintard, qui achèvera le mandat de M. J.-L. Struyf.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** Notre Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 1er septembre 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre,  
Ministre de l'Economie et des Télécommunications,  
E. DI RUPO

### MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

1 SEPTEMBER 1995. — Koninklijk besluit tot aanvaarding van het ontslag en tot benoeming van een lid van de Commissie voor Verzekeringen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, inzonderheid op artikel 41, § 2 en § 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juli 1994 tot aanvaarding van het ontslag en tot benoeming van leden van de Commissie voor Verzekeringen;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Telecommunicatie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Uit zijn functie als plaatsvervangend lid van de Commissie voor Verzekeringen wordt eervol ontslag verleend aan de heer J.-L. Struyf, als vertegenwoordiger van de verbruikers.

**Art. 2.** Wordt benoemd tot plaatsvervangend lid van de Commissie voor Verzekeringen, de heer C. Quintard, die het mandaat van de heer J.-L. Struyf beëindigt.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

**Art. 4.** Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 1 september 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Economie en Telecommunicatie,  
E. DI RUPO